

L'Autrichien Kurz, un « pont » entre droite et extrême droite

Vienne prend la tête de l'Union européenne, alors que son jeune chancelier conservateur gouverne avec le FPÖ, allié de Marine Le Pen

VIENNE - correspondant

C'est le genre de « une » que le chancelier autrichien adore découvrir sur son bureau le matin. Vendredi 29 juin, au lendemain d'un sommet européen crucial, le quotidien gratuit autrichien *Heute* titrait, avec une photo de lui en compagnie du président français Emmanuel Macron : « *L'Union européenne valide le plan de Sebastian Kurz pour les centres d'asile* ». Apparaître comme celui qui donne le la sur tout le continent, c'est justement ce à quoi le « *wunderkind* », l'enfant prodige de la politique autrichienne, âgé de 31 ans seulement, travaille quotidiennement. Et il y arrive de plus en plus.

En s'adressant aux journalistes, après la réunion des chefs d'Etat et de gouvernement à Bruxelles, ce conservateur (ÖVP, Parti populaire d'Autriche) qui dirige son pays de 8,7 millions d'habitants avec l'extrême droite (FPÖ, parti de la liberté d'Autriche), s'est réjoui que les Vingt-Huit adoptent pour la première fois certains des projets qu'il porte depuis des années, pour limiter le nombre des arrivées de demandeurs d'asile. « *Nous sommes contents que l'attention soit enfin portée sur la protection des frontières extérieures* », a affirmé le Viennois, qui préside le Conseil de l'UE, depuis le 1^{er} juillet, pour les six mois qui viennent. « *C'est un pas important dans la bonne direction.* »

Nouveau style de gouvernance

Faire adopter par les démocrates occidentaux les idées défendues sur les migrations par l'extrême droite et les populistes de l'Europe de l'Est, tout en évitant les

dérapages sémantiques et en conservant une attitude pro-européenne, c'est le nouveau style de gouvernance qu'incarne Sebastian Kurz. Arrivé à la tête du gouvernement en décembre dernier, il se présente comme un « pont » entre des dirigeants ne se parlant plus, lui qui semble aussi à l'aise à converser avec le sulfureux dirigeant hongrois Viktor Orban – également membre du Parti populaire européen (PPE,

« Kurz a les manières qu'il faut. Et son pays a accueilli des milliers de demandeurs d'asile ces trois dernières années »

THIBAUT MUZERGUES

politologue

droite) –, qu'à s'afficher auprès du président français, dont il a repris le slogan d'une « *Europe qui protège* ».

« *Je préfère toujours quand on me propose d'être un pont plutôt que quand on me propose de mettre des barrières* », a récemment expliqué à Vienne la ministre française des affaires européennes, Nathalie Loiseau. Autrement dit : Paris ferait une différence entre l'intransigeance de Budapest, qui, tout en se barricadant, refuse catégoriquement le moindre geste de solidarité sur les questions migratoires et la position intermédiaire de M. Kurz. « *Je me souviens du rôle très positif joué par le précédent*

gouvernement autrichien lorsque, à la fin de l'été dernier, le président Emmanuel Macron était venu à Salzbourg et qu'une réunion avait été organisée avec l'Autriche, la République tchèque et la Slovaquie », a ajouté M^{me} Loiseau. La Macronie, donc, le reconnaît : Vienne peut encore contribuer à rapprocher les positions.

« *Sebastian Kurz conserve un fort capital politique, parce que c'est moins gênant pour ses partenaires allemands et français de négocier avec lui qu'avec un Viktor Orban* », analyse le politologue Thibault Muzergues, qui vient de publier un essai sur le glissement idéologique actuel en Europe (*La Quadrature des classes*, éd. Le Bord de l'eau, 175 pages, 18 euros). « *Il a les manières qu'il faut, il n'a jamais dit, comme Orban, que la civilisation chrétienne était en danger à cause de l'immigration. Et son pays a accueilli des demandeurs d'asile par dizaines de milliers, ces trois dernières années. Il incarne donc une politique se situant entre celle d'Angela Merkel et de Viktor Orban sur la question, en estimant qu'il faut désormais se concentrer sur l'intégration des réfugiés et limiter le flux des arrivées, pour ne pas laisser l'extrême droite prospérer.* »

Pourtant, il gouverne avec l'extrême droite, ce qui contribue à brouiller son image. Le FPÖ gère les affaires étrangères, la défense et l'intérieur, des portefeuilles régaliens.

Coup de fil courroucé

L'ÖVP n'est pas le FPÖ. Les conservateurs autrichiens savent bien que l'Italien Matteo Salvini et Viktor Orban tentent de faire croire qu'ils sont de leur côté. Mais ils restent vigilants, car ils

savent que les intérêts de Vienne reposent surtout à l'Ouest et au Nord. Lorsqu'un journaliste américain a écrit, très récemment, que Sebastian Kurz était « d'extrême droite », il a eu droit à un petit coup de fil courroucé, émanant de l'ambassade d'Autriche à Washington.

Le chancelier a été critiqué, quand il a parlé lors d'une rencontre mi-juin à Berlin avec le ministre de l'intérieur et président de la CSU, Horst Seehofer en guerre contre Angela Merkel, d'« un axe des volontaires dans la lutte contre l'immigration illégale » avec Rome et Berlin. Le terme est connoté historiquement, renvoyant à l'entente entre Berlin, Rome et Tokyo, pendant la seconde guerre mondiale, d'autant que cet « axe » englobe deux ministres de l'intérieur d'extrême droite : Matteo Salvini en Italie et Herbert Kickl en Autriche.

Dans l'hebdomadaire allemand *Die Zeit*, l'ancien chef de la formation libérale NEOS, Matthias

Strolz, qui explique avoir bien observé les méthodes du chancelier, Sebastian Kurz serait un « opportuniste sans vision », la figure de proue d'un nouveau courant « national conservateur » dangereux. Il chercherait à « jouer sur les émotions » provoquées par les flux migratoires pour « polariser » la société et en « profiter » politiquement.

« L'ÖVP est pro-européen », affirme Othmar Karas, un euro-député conservateur autrichien qui rappelle que Sebastian Kurz a réservé à Paris son premier déplacement bilatéral en tant que chancelier. « C'est clairement écrit dans le dernier programme du parti, datant de 2013. »

Au Parlement de Strasbourg, le lundi 25 juin, il a d'ailleurs voté en faveur d'une résolution demandant à la Commission européenne d'ouvrir une procédure d'infraction à l'encontre de la Hongrie, accusée de ne pas respecter l'Etat de droit. ■

BLAISE GAUQUELIN

LE PROFIL

Sebastian Kurz

A 31 ans, le jeune conservateur Sebastian Kurz, élu chancelier en octobre 2017, est à la tête d'un gouvernement de coalition alliant sa formation, le Parti populaire autrichien (ÖVP), au parti d'extrême droite le Parti de la liberté d'Autriche (FPÖ). A l'âge de 17 ans, Sebastian Kurz a rejoint l'ÖVP, dont il finira par prendre le contrôle en 2017, après un putsch interne. Nommé secrétaire d'Etat à l'intégration en 2011, ce Viennois a occupé à partir de 2013 le poste de ministre de l'intégration, des affaires étrangères et européennes. Sous son impulsion, l'Autriche a notamment fait fermer la route des Balkans, renforçant déjà la pression sur la chancelière allemande Angela Merkel. Il s'est rapproché du groupe de Visegrad (Hongrie, Pologne, République tchèque, Slovaquie).